

15.1.18 La chute sans fin de la maison CGT

Une enquête de Cécile Crouzel publiée dans l'édition du Figaro du 12 janvier 2018

Élection après élection, la centrale de Montreuil perd des parts de marché dans ses places fortes historiques. Le scrutin de décembre dans la fonction publique s'annonce crucial pour Philippe Martinez, son secrétaire général.

Les mauvais signaux s'accumulent pour la CGT, qui a déjà perdu en 2017 sa place de premier syndicat dans le privé au profit de la CFDT. Il y a eu le récent article du Canard enchaîné, pointant une chute de 34 % des adhérents au 7 décembre, comparé aux cohortes de la fin 2016. Une analyse qualifiée de « farfelue » par la centrale. « Si on fait une comparaison date à date, de début décembre 2017 à début décembre 2016, les adhésions ne diminuent que de 0,7 % », explique Gisèle Vidallet, membre de la direction confédérale. Il n'empêche, au-delà des polémiques, l'érosion est réelle : la CGT comptait 711 000 adhérents en 2005 et 676 000 en 2016.

Surtout, le syndicat recule dans ses bastions historiques. L'enjeu est énorme car les fédérations des cheminots (SNCF), des mines et de l'énergie (EDF, Engie...) et des activités postales et de communication (Orange, La Poste...) représentent 20 % des adhérents ! La CGT est en effet moins implantée dans les entreprises privées « classiques » par rapport à la CFDT avec laquelle l'écart serait de 500 000 électeurs.

Or, chez Orange, lors des élections de novembre 2017 pour les instances de représentation du personnel, la centrale de Philippe Martinez a perdu 2,37 points, pour finir 3e, derrière la CFDT et la CFE-CGC. Et ce alors qu'elle trustait la première place en 2011 et la deuxième trois ans plus tard. « En 2005, les contestataires, la CGT et SUD, captaient presque 60 % des voix dans ce qui était France Télécom. Aujourd'hui, ils pèsent quasiment deux fois moins », souligne Bernard Vivier, le directeur de l'Institut supérieur du travail (IST).

Autre choc, la CGT est tombée en novembre, pour la première fois depuis l'après-guerre, sous le seuil des 50 %, avec 49,2 % des voix, aux élections du comité d'entreprise particulier d'EDF, d'Engie et des autres entreprises électriques et gazières, la fameuse CCAS (Caisse centrale d'activités sociales). Un CE hors norme, aux 650 000 bénéficiaires actifs et retraités, dont la gestion, aux mains de la CGT, a été épinglée à plusieurs reprises par la Cour de comptes et la justice. À cela, s'ajoutent les reculs aux élections en 2015 à la SNCF, et en 2014 à La Poste et à la RATP. Et la chute à Air France, où le syndicat est passé de la première à la quatrième place.

À l'origine de ces déboires, il y a le changement de la sociologie de ces groupes où les cadres sont de plus en plus nombreux et où les effectifs sous statut particulier diminuent. « La CGT est vue comme le syndicat qui défend bec et ongles le statut, et donc qui s'accroche au passé. Ça n'attire pas les nouveaux venus », explique Bernard Vivier. « La culture de ces entreprises a changé, et il n'est pas toujours facile de faire évoluer celle des militants », reconnaît Gisèle Vidallet. Dans le fond, la centrale de Montreuil n'a jamais su convaincre l'encadrement, peu adepte de la « lutte des classes » dans les gènes des leaders de l'organisation. Typiquement, chez Orange, la CGT est restée numéro un chez les employés et agents

de maîtrise, mais occupe la 3e place chez les cadres qui pèsent désormais plus de la moitié des effectifs.

Prise de conscience

Dans les industries électriques et gazières (IEG) néanmoins, l'effritement a été moins marqué lors des élections de 2016 (-1,8 point) que pour les scrutins précédents (-5 points en 2010 et -4,2 points en 2013). La CGT y voit le signe d'une reconquête possible. « On a misé sur la proximité, on a travaillé sur le droit à la déconnexion, les nouvelles formes de management, tout en défendant avec d'autres centrales la mission publique », détaille Laurent Heredia, membre de la direction de la fédération des mines et de l'énergie.

La CGT s'inspire ainsi de la CFE-CGC, la centrale dédiée aux cadres et techniciens, qui a fait une percée chez Orange, dans les IEG ou chez Renault (elle y est numéro un), en militant pour des causes très concrètes, type burn-out ou droit à la déconnexion. La stratégie cégétiste est aussi de présenter davantage de listes dans les collèges électoraux des cadres, secteur où elle estime avoir un retard. « Convaincre des cadres de se présenter sous l'étiquette CGT n'est pas simple, à cause de la répression syndicale, rapporte toutefois Cédric Carvalho, délégué syndical central chez Orange. Mais dans les boutiques à Paris, où nous avons eu des listes pour la deuxième fois, nous avons fait 24 % des voix dans l'encadrement. »

Cette prise de conscience sera-t-elle généralisée et durable ? Ce n'est pas certain tant l'ADN de la centrale cégétiste est marquée par l'idéologie marxiste. « La CGT fait du surplace intellectuellement. Philippe Martinez ne lance aucune rénovation ! », déplore Bernard Vivier. Lors du 51e congrès confédéral qui s'est tenu en avril 2016 à Marseille, la centrale a en effet gommé toute référence au « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT, qui faisait partie de sa ligne officielle depuis les années 1990.

Cette année s'annonce en tout cas cruciale. D'abord parce que des nouveaux scrutins auront lieu à la RATP, à La Poste et à la SNCF, où l'érosion de la CGT devrait se confirmer. Et surtout à cause des élections du 6 décembre dans la fonction publique. En cas de score en demi-teinte, la centrale de Philippe Martinez - encore aujourd'hui dominante chez les fonctionnaires - pourrait passer derrière la CFDT, public et privé confondus. Le syndicat de Laurent Berger n'a en effet, au total, que 20 000 voix de retard. Un deuxième choc en perspective pour la CGT...

Cécile Crouzel

Chute vertigineuse du nombre d'adhérents en 80 ans
4 millions d'adhérents à la CGT dans les années 1940 (il n'y avait que 2 syndicats en France)
2,3 millions d'adhérents à la CGT dans les années 1960 (après la scission avec FO et la création de la CFDT)
600.000adhérents à la CGT dans les années 1990 (après la rupture du lien organique avec le PCF)
650 000 adhérents à la CGT aujourd'hui (derrière la CFDT et dans un paysage syndical qui n'a jamais été autant éclaté)